



TCL

Lundi 19 février 2024

## *La grève pour des meilleurs salaires à l'ordre du jour pour nous tous*

*Les contrôleurs SNCF en grève à 70 % durant trois jours au beau milieu des vacances d'hiver de la zone C, comprenant notamment la région parisienne, et voilà un emballement médiatique comme on en a déjà connu par le passé : haro sur les cheminots, « ces privilégiés », ces « preneurs d'usagers en otages » et sus au droit de grève dans les transports... que la droite voudrait interdire 60 jours par an, rien que ça !*

### ***Les trains ne roulent pas tout seuls***

Il est peu probable que les 90 % de la population qui ne partent jamais aux sports d'hiver se soient sentis « pris en otage » par des cheminots qui avaient prévenu depuis plusieurs mois qu'ils exerceraient leur droit de grève entre le 16 et le 19 février s'ils n'obtenaient pas satisfaction sur des revendications salariales et de conditions de travail qu'ils portent depuis plusieurs années. La direction de la SNCF les a méprisés, tout comme le gouvernement et les patrons méprisent toutes celles et ceux qui ne peuvent plus vivre dignement de leur salaire en ces temps d'inflation. La rémunération des contrôleurs est constituée de 40 % de primes qu'ils perdent dès qu'ils sont malades et qui ne comptent pas toutes pour la retraite. Déjà, en décembre 2022, ils avaient mené une grève massive, à la suite de laquelle la direction de la SNCF avait lâché quelques miettes, mais sur la question principale, celle leur rémunération de base, rien. Alors voilà pourquoi ils et elles ont fait grève massivement de nouveau, et c'est bien normal !

### ***« Travailler est un devoir » (Attal dixit) : LOL***

Eh oui, la grève ça se voit, ça a même des effets... sur « l'économie » s'étranglent tous ces députés et sénateurs qui veulent inventer un calendrier annuel des jours sans grève. Le gouvernement ne serait pas contre, le Rassemblement national non plus. Mais c'est plus facile à dire qu'à mettre en œuvre, car tout ce petit monde tout dévoué aux intérêts des riches et des patrons le sait bien : la force des travailleurs et des travailleuses, c'est la grève justement ! D'ailleurs ces dernières semaines, la multiplication des grèves pour de meilleurs salaires est là pour leur rappeler. À la RATP (aux

ateliers de maintenance), à la Poste (notamment dans les centres de tri), mais aussi dans de nombreuses entreprises du privé (chez Revima, Ubisoft, Proxiserve, Alstom et beaucoup d'autres) les salariés exigent des augmentations de salaire qui leur permettent de faire autre chose que survivre.

### ***Notre vrai devoir : aller chercher 400 euros de plus pour toutes et tous***

Cette tendance générale à la baisse des salaires est d'autant plus choquante quand on la compare à l'explosion des profits à laquelle on assiste depuis trois ans. La Bourse vient de pulvériser son record historique ; 42 milliardaires français ont empoché 230 milliards supplémentaires de dividendes depuis 2020, soit l'équivalent du total des dépenses de santé en 2022 ; Total, CMA-CGM, PSA-Stellantis, Vinci, Lactalis... toutes les grandes entreprises voient exploser leurs profits, obtenus par le gel des salaires, des années de politique d'allègement de cotisations sociales, de réformes et de plans d'austérité, mais aussi de dégradation des services publics, d'attaques contre le financement des retraites et du chômage... De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat, et plus que jamais même !

**Et c'est toutes et tous ensemble qu'on devra défier nos patrons et le gouvernement, comme ont osé le faire pendant un week-end quelques centaines de cheminots. Aucun appel au niveau national des directions syndicales ne nous y invite mais cela ne doit pas nous paralyser. Bien au contraire, c'est par nos grèves, et en les généralisant dans une lutte offensive d'ensemble pour l'augmentation générale des salaires, qu'on pourra récupérer tout ce qu'on nous a volé depuis des années !**

**RETROUVE NOUS SUR TIKTOK !**



**et notre site internet**



## **Encore un peu de dialogue social ?**

Les réunions sur l'« organisation du travail » et les roulements des conducteurs continuent. Après UTS, UTC et UTV, c'est au tour de UTP et UTA d'accueillir ces « discussions ».

A quelques jours de l'ouverture des NAO, il est notable que la direction ne souhaite pas inclure ces « réflexions » ou « expérimentations » dans ces cadres de négociations, auxquels elle est pourtant la première à renvoyer dès qu'une revendication s'exprime, à commencer par les salaires. Aussi théâtral que soient ces NAO en l'absence de mobilisation, l'éventuel accord majoritaire qui en ressortirait s'imposerait alors à Keolis, avec une « valeur » légale.

Ici, il n'en est pas question : roulement de repos à la carte, mise en pied sur dépôt, etc. ..., la direction fera bien ce qu'elle veut, peut-être même différemment entre les dépôts, sans vraiment s'engager sur quoi que ce soit. Elle espère pourtant bien trouver des syndicats assez bonne pâte pour lui permettre de se labelliser « dialogue social ».

## **La maison ne prend pas les chèques**

Comme prévu, la restitution des caisses du fait du changement de billettique a été chaotique. Dans certains dépôts, des collègues se sont même vus refuser les chèques qui devaient rembourser leurs dettes !

## **Reçu Sète sur Sète**

La cour d'appel de Montpellier vient de confirmer la condamnation de Keolis Bassin de Thau à verser une prime de 50€ bruts en compensation du temps de surveillance de la caisse.

C'est la moindre des choses dans la mesure où Keolis nous tient pour responsable de ce qui arrive à cette caisse, même pendant une coupure ou entre deux journées de travail, à moins que l'on ne puisse prouver, hématomes à l'appui, un vol avec violence.

En réalité, on serait mieux sans cette caisse, soit en donnant le temps et les moyens aux conducteurs de partir du travail sans elle, soit, plus simplement encore, en rendant les transports gratuits comme dans de nombreuses agglomérations. Quant à ce qui nous manque, c'est bien plus que 50€, et pas besoin de se trimballer une caisse pour les revendiquer !

## **Panne totale et chômage partiel**

À Rennes, le métro B est en panne pour plusieurs mois. La direction de Keolis incite donc les salariés de l'exploitation et de la maintenance à poser des congés et les met d'office au chômage partiel un jour par

semaine, avec à la clé une perte de salaire entre 20 et 30%. Qu'il y ait moins de travail pendant les réparations, cela se comprend, mais pourquoi ce serait aux travailleurs d'en faire les frais ? Il faut que Keolis maintienne le salaire de nos collègues !



## **Salaires : le patronat nous serre la ceinture...**

Une étude sur les premiers accords signés en 2024 permet de comprendre la stratégie patronale en matière de salaires. Après avoir, à contrecœur, pris en compte la forte inflation sous la pression des nombreuses grèves salariales de ces dernières années, les patrons tentent de se rattraper, en prenant prétexte du ralentissement de la hausse des prix. Moins d'augmentation générale, quasiment plus aucune prime « Macron »...

encore une preuve que ces primes, toujours fragiles, sont des cadeaux emprisonnés ! Mais l'histoire n'est pas écrite, et on pourrait mettre leur projet en échec, à condition de s'y mettre tous ensemble.

## **... et le gouvernement prépare les esprits**

En attendant, le gouvernement emboîte le pas au patronat. Un rapport parlementaire préconise d'autoriser les PME à payer leurs salariés en dessous des minimums conventionnels. Ce n'est qu'un ballon d'essai, destiné à sonder les réactions, mais ça en dit long sur leurs intentions.

## **Qui a eu la peau du tramway ?**

L'émission Affaires sensibles de France Inter du 13 février était consacrée à la destruction des réseaux de tram dans les années 1950. Comme dans une enquête policière, on suit à la trace les complices de ce massacre : les grandes entreprises qui ont vendu des voitures en remplacement des trams, la bourgeoisie urbaine plus à l'aise dans une automobile individuelle que dans un transport collectif, etc. Et finalement, on se dit que c'est cette organisation capitaliste de la société qui est la vraie coupable, avec sa loi du profit et son individualisme forcené.

Une émission qui mérite d'être réécoutée en podcast !

**Et pour poursuivre la réflexion sur l'organisation des transports dans cette société et sur comment la transformer...**

... la branche transports du Nouveau Parti Anticapitaliste, qui regroupe des militants révolutionnaires travaillant dans les entreprises de transport, a édité une brochure sur le sujet ! Tu peux te la procurer auprès de nos diffuseurs au prix de 2,50€.

